ETUDE DE CAS: ADOPTION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LE TABAC AU SÉNÉGAL

Par Beth Pulawski et Mamadou Bamba Sagna



Les auteurs de cette etude tiennent à remercier les personnes interrogées pour leurs expertises et leurs contributions importantes qui en sont la base. Les personnes interrogées sont: Mr Abdou Fall (ancien ministre de la Santé 2002, 2007); Dr Mame Mbayame Dione Ba (ancienne députée); Dr Oumar Ba et Djibril Beye (Programme national de lutte contre le tabac, Ministère de la santé); Makhtar Ba (Ministère de la santé); Abdoulaye Gningue et Abdoulaye Faye (Direction Générale des Impôts); Issa Wade (Ministère du commerce); Dr. Abdoul Aziz Kasse (Association Prevenir); Djibril Wele (Ligue Sénégalaise contre le Tabac); Fatou Diouf (No Smoke Revolution); Awa Cisse Tounkara, Amy Sakho et Bator Seck (Association des juristes sénégalaises); Siaka Coulibaly et Susie De Larosiere Mbouangouore Limbepe (Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique); Oumar Ndao (ancien point focal lutte antitabac, Ministère de la Sante) et Bintou Camara (Campagne pour une enfance sans tabac); William Maina (l'Organisation mondiale de la Santé). Merci également à Jean Paullin de la Fondation Bill & Melinda Gates pour ses conseils et sa contribution pertinente. Merci aussi à la Fondation Bill & Melinda Gates d'avoir soutenu ce rapport. Les auteurs sont Beth Pulawski (consultante indépendante) et Mamadou Bamba Sagna (Campagne pour une enfance sans tabac).

Crédits photo: No Smoke Revolution/Nelam Services.

ACRONYMES

ACBF: la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

CCLAT: Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac

CNLT: comité national de lutte contre le tabac

CTFK: Campaign for Tobacco Free Kids

CFA: Communauté Financière d'Afrique

CRES: Consortium pour la Recherche Économique et Sociale

L'OMS: l'Organisation mondiale de la Santé

LISTAB: Ligue Sénégalaise contre le Tabac

MoH: Ministre/Ministère de la Santé

PMI: Philip Morris International

PNLT: Programme national de lutte contre le tabac

PROVALAT: Projet de Vulgarisation de la loi anti-tabac du Sénégal

UEMOA: l'Union économique et monétaire ouest-africaine

INTRODUCTION

De nombreux pays en Afrique et dans le monde cherchent à adopter, à mettre en œuvre et à renforcer leurs politiques et programmes de lutte antitabac afin de prévenir l'épidémie du tabagisme et encourager les fumeurs à arrêter de fumer. L'adoption suivie de la mise en œuvre de la loi sénégalaise de 2014 sur la lutte contre le tabagisme sont apparues comme un modèle potentiel à imiter par d'autres pays. Cette étude de cas identifie les facteurs cruciaux, et les moments qui ont conduit au succès du Sénégal. Elle souligne aussi les principaux défis rencontrés et d'autres facteurs déterminants, afin de fournir un aperçu et des informations aux gouvernements, aux organisations de la société civile et aux donateurs afin de déterminer comment investir et soutenir un programme de lutte antitabac durable.

Principaux éléments liés au succès de la lutte antitabac au Sénégal:

- Rapide adoption et mise en œuvre de la loi sénégalaise de lutte antitabac (2014), suivi par:
  - Adoption d'un super décret couvrant plusieurs aspects de la CCLAT dont les avertissements sanitaires et l'interdiction de fumer dans les lieux publics, l'interdiction des cigarettes aromatisées entre autres (2016)
  - Lancement du Programme national de lutte contre le tabac (PNLT) et du Comité national de lutte contre le tabac (2016)
  - Mise en œuvre des avertissements sanitaires (2017)
- Existence d'une volonté politique manifeste de haut niveau et d'un cadre multisectoriel.
- Institutionnalisation de la lutte antitabac au sein des autres départements ministériels, sous l'égide du ministère de la Santé (MoH) à travers un cadre multisectoriel.
- Alignement et partenariat solides entre le ministère de la Santé, le Parlement et la société civile.
- Existence d'une expertise technique avérée à travers le gouvernement (aux niveaux central et déconcentré) soutenue par un cadre d'organisations et d'individus de la société civile très influents et renommés.
- Suivi préventif et étroit de toutes les actions de l'industrie du tabac visant à saper le processus politique.

Eléments déterminants qui pourraient être reproduits dans d'autres pays:

- Soutenir le ministère de la Santé à trouver une volonté politique et à promouvoir le développement d'une structure de gouvernance pour institutionnaliser la lutte antitabac au sein du gouvernement.
- Encourager le ministère de la Santé, le Parlement, d'autres ministères clés et la société civile à identifier clairement leurs rôles et leurs responsabilités leur permettant de faire avancer et d'aligner leurs stratégies de campagne de lutte antitabac.
- Aider la société civile à jouer son rôle de tous les jours de veille, pour le maintien de la dynamique de la lutte antitabac au sein de l'administration, les priorités gouvernementales et le financement de la lutte antitabac.
- Soutenir la société civile à identifier et à cultiver une gamme de champions au sein du gouvernement (au niveau présidentiel, au Parlement, dans tous les ministères), les institutions religieuses, le corps des médecins, la société civile et le monde universitaire, etc.
- Produire et transmettre des données factuelles et les bons messages, au bon moment par les bons messagers.
- Reconnaître que l'adoption et la mise en œuvre d'une politique de lutte antitabac est un processus qui est influencé par de nombreux facteurs, dont un environnement politique favorable et requiert une stratégie flexible qui évolue constamment pour s'adapter aux changements sur le terrain si nécessaire.

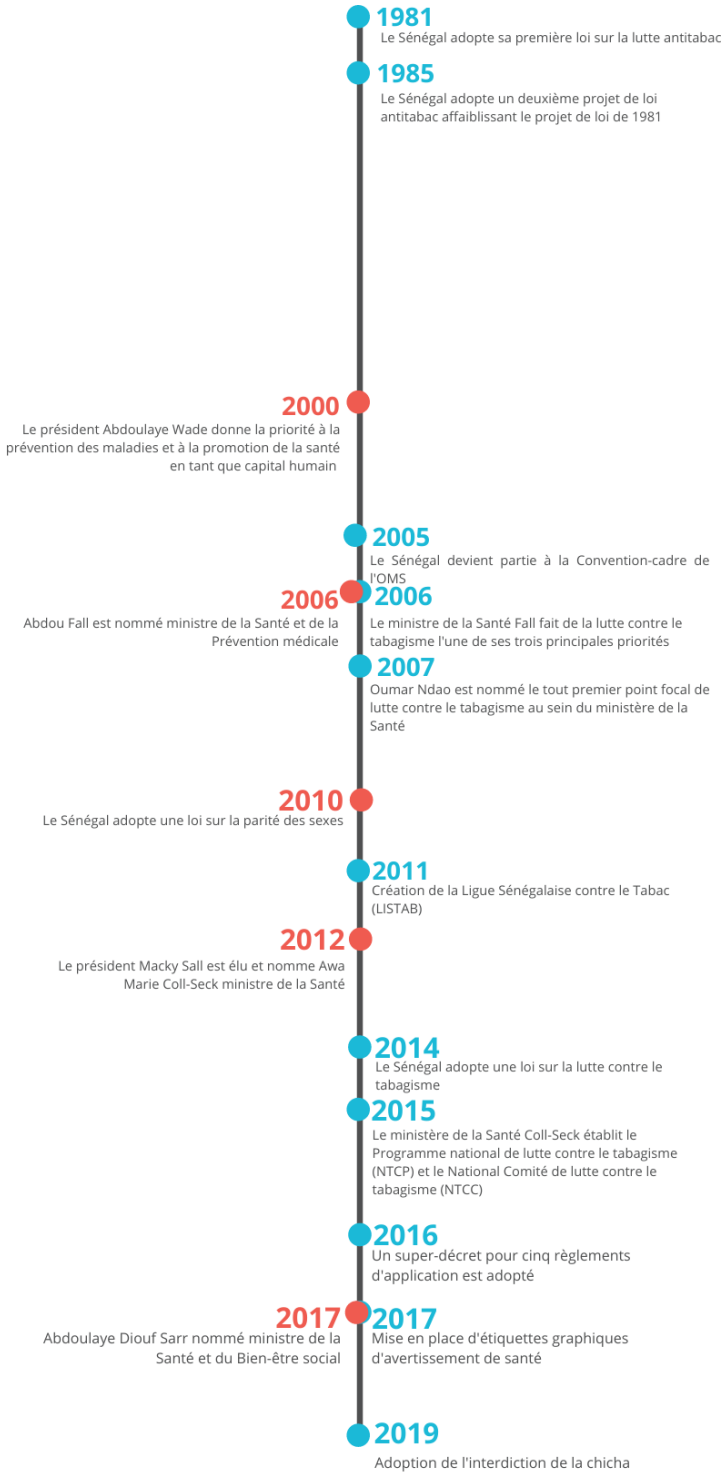
CONSTRUIRE DES BASES SOLIDES D'ACTION ANTITABAC

L'aventure de la lutte antitabac au Sénégal a commencé en 1981 avec l'adoption de la première loi antitabac qui interdisait en son temps la publicité en faveur du tabac et exigeait des lieux publics sans fumée. En 1985, l'élan a été sapé par l'adoption d'une autre loi moins contraignante sur la lutte contre le tabagisme. Ceci est le résultat d'un manque de volonté politique pour la lutte antitabac, le focus mis sur la sensibilisation sur les méfaits du tabac (au lieu de maintenir l'élan sur la mise en œuvre de la loi), et l'ingérence de l'industrie du tabac.

2000-2005: le gouvernement donne la priorité à la prévention de la santé

En 2000, sous l'ère du président Abdoulaye Wade (2000-2011), le gouvernement a réorienté sa politique de santé vers la prévention des maladies et la promotion de la santé en tant que capital humain, par opposition au traitement des maladies. Ceci a permis de mettre en place les bases d'une politique de prévention des maladies et la nomination de Mr Abdou Fall comme ministre de la Santé et de la Prévention Médicale (2002 et 2007). Malgré ce changement majeur, une autre priorité du président Wade était l'ouverture aux investissements directs étrangers ce qui a conduit à l'arrivée de Philip Morris International (PMI) dans le pays en 2003. En 2005 la première usine de Philip Morris International fut construite, coïncidant avec l'année ou le Sénégal est devenu partie à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT), un traité mondial qui oblige ses 181 pays signataires à respecter les normes minimales en matière de mesures de lutte antitabac (taxe sur le tabac, interdictions de la publicité, espaces non-fumeurs et avertissements sanitaires).

Principales politiques et étapes politiques de la lutte antitabac



2006-2010: le ministère de la Santé affecte les premières ressources humaines et financières à la lutte antitabac

En 2006, le Ministre de la Sante Abdou Fall, un fumeur à l'époque, a pris connaissance des effets néfastes du tabac et a fait de la lutte antitabac l'une de ses trois principales priorités. En 2007, il nomme Oumar Ndao, un ardent défenseur et éducateur impliqué dans les négociations qui ont conduit le Sénégal à devenir partie à la Convention-cadre de l'OMS comme premier point focal de lutte antitabac au sein du ministère de la Santé. Le président et le Premier ministre ont convenu d'allouer une ligne budgétaire en faveur des maladies non transmissibles. Ceci a permis de doter des ressources humaines et financières essentielles pour la lutte antitabac au sein du ministère de la Santé et mener des activités. Forte de l'obligation du Sénégal à domestiquer la CCLAT de l'OMS, l'expertise profonde, la crédibilité et l'influence, d'Oumar Ndao et du Dr Abdoul Azziz Kasse, un médecin cancérologue de renom, champion de lutte contre le tabagisme, ont pu sensibiliser de hauts fonctionnaires, dont le premier ministre de l'époque Mr Macky Sall, sur la lutte antitabac. Ils ont cherché à révéler la vérité que le tabac n'est pas seulement un problème de santé, mais un problème économique, social et environnemental. Bien que leur plaidoyer ait été bien reçu, ils n'ont pas obtenu le soutien multisectoriel nécessaire pour faire avancer la politique de lutte antitabac. A la même époque, des organisations de la société civile ont soutenu Mr Oumar Ndao à rédiger une loi antitabac. Toutefois, en raison d'un manque de volonté politique et l'ingérence continue de l'industrie du tabac le texte du projet de loi, ce dernier a été affaibli et n'est pas pu aller de l'avant.

2011: les organisations de la société civile forment une coalition afin d'unifiée leurs voix

En 2011, Oumar Ndao et les principaux acteurs de la lutte contre le tabagisme ont conclu que, pour réussir dans leur combat, ils ont besoin d'une loi forte, et pour cela t ils ont besoin d'unir les acteurs. Ces derniers devaient parler d'une seule voix et identifier les bonnes personnes pour délivrer les bons messages afin de générer une large volonté politique. Avec ces objectifs en tête, ils ont formé la Ligue Sénégalaise contre le tabac (LISTAB), une large coalition de 30 organisations profondément engagés de la société civile représentant la santé, la jeunesse, le sport, l'environnement et d'autres secteurs, place sous la direction du Dr Kasse. La perspicacité politique, l'influence, la réflexion stratégique et le leadership charismatique du Dr Kasse ont contribué à faire en sorte que la LISTAB s'unisse autour d'une vision commune de la lutte antitabac et renforce son impact et son influence en tant que coalition. La LISTAB a organise des formations sur la lutte antitabac en faveur de ses membres ce qui pourrait autrement ne pas se passer faute de financement adéquat.



2012: Avant d'être élu président, le candidat Macky Sall s'engage à soutenir une loi antitabac

En 2012, le Dr Kasse et la LISTAB ont reconnu que pour faire avancer la lutte antitabac, ils avaient besoin d'un soutien politique de haut niveau. Ils ont envoyé des lettres à chaque candidat à la

présidentielle pour leur demander leur soutien à une loi nationale de lutte antitabac en échange d'un soutien public à leur campagne. Parmi les 10 candidats, seul l'ancien Premier ministre et candidat à la présidence en 2012, Macky Sall, a répondu et a accepté de soutenir une loi conforme à la CCLAT. Il a finalement été élu à la présidence et a tenu sa promesse en demandant au nouveau ministère de la Santé, le Professeur Awa Marie Coll-Seck, d'exécuter sa vision de la lutte antitabac. Avec le soutien du président Macky Sall et le Ministre Awa Coll-Seck, qui occupait en son temps la troisième position dans l'ordre protocolaire, ils ont assuré que les autres ministres suivent leur exemple. Une nouvelle ère de volonté politique est née et va changer la trajectoire de la lutte antitabac au Sénégal.

2013: Les acteurs élargissent et approfondissent le soutien à la lutte antitabac

Avec le soutien du président Macky Sall et du ministre Awa Coll-Seck, les acteurs ont lancé une campagne sophistiquée et bien coordonnée pour impliquer les principales parties prenantes et élargir le soutien à la lutte antitabac de façon générale en 2013. Au centre de cette campagne ils ont rappelle aux décideurs leur obligation de domestiquer la CCLAT, l'importance de la lutte antitabac par rapport à leur propre agenda politique, mais surtout l'importance d'agir de toute urgence pour protéger la population du Sénégal -particulièrement les femmes et les jeunes - contre l'épidémie du tabagisme. Les éléments clés de la stratégie comprenaient:

- ***Engager les chefs religieux, en particulier ceux de la ville sainte de Touba,*** pour qu'ils se prononcent de leur rejet des produits du tabac qu'ils considèrent comme mauvais car pouvant entrainer la mort.
- ***Identifier un noyau dur de 10 parlementaires - dont la championne Madame Dionne et une cohorte de femmes parlementaires (résultat de la loi de 2010 sur la parité entre les sexes[1]) – pour rédiger une loi antitabac conforme à la CCLAT pour stimuler une forte demande par rapport à la lutte antitabac.*** Grâce aux efforts inlassables de Mme Dionne pour engager ses collègues parlementaires, y compris le noyau dur de 10 parlementaires, et les apparitions à la télévision et à la radio du Dr Kasse, les 150 députés du Sénégal ont participé à une formation de plaidoyer de trois jours. Une formation continue a également été fournie aux décideurs pour rehausser leur capacité de lutte contre le tabagisme au sein du Parlement.



- ***Assurer que les parlementaires et les défenseurs de la société civile créent un sentiment d'urgence en mettant en évidence des dernières données sur l'usage du tabac*** dans les débats en comités techniques, en session plénière et dans les médias pour mettre en évidence l'augmentation alarmante du tabagisme chez les jeunes et chez les femmes. Mais et surtout sur les efforts de l'industrie du tabac à faire des jeunes de futurs fumeurs.

[1] En 2010, le Sénégal est devenu le deuxième pays africain à promulguer une loi sur la parité entre les sexes (le Rwanda a été le premier), qui obligeait les partis politiques à garantir qu'au moins la moitié de leurs candidats aux élections locales et nationales soient des femmes. Du fait de cette loi, la proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national est passée de 19,2% en 2001 à 39% en 2012 et 43% aux élections de 2017.

- ***Concevoir une campagne qui a aidé les jeunes sénégalais à se rendre compte qu'ils étaient la cible de l'industrie du tabac et les aider à porter leur voix pour plaider pour un changement.*** Cette campagne a cible et saute sur les préoccupations croissantes des jeunes sur leur santé et leur bien-être, ainsi que leur désir d'accroître leur voix engagement politique. La campagne lancée juste avant le débat de la loi à l'Assemblée nationale sur les réseaux sociaux a permis de mobiliser des centaines de jeunes à envoyer des tweets et des messages Facebook directement aux politiciens pour leur demander leur soutien à la lutte antitabac. La campagne a attiré l'attention des médias internationaux.
- ***Engager un éventail d'acteurs et de champions de la société civile,*** y compris d'anciens bureaucrates, des cancérologues, des chefs religieux, des experts de la lutte antitabac, des femmes, des jeunes et des journalistes a même de contacter les décideurs par téléphone ou par SMS. Ils étaient (et sont) les indispensables conseillers et experts pour fournir aux décideurs les données à savoir (l'explosion du tabagisme, les bonnes pratiques internationales et régionales, l'efficacité des politiques, etc.) mais aussi la recherche et les points de discussion dont ils ont besoin pour être bien informés, afin de prendre des mesures efficace pour la lutte antitabac.
- ***Développer des messages ciblés pour engager et appeler les principaux acteurs à l'action, notamment:***
  - "Le Sénégal est obligé de domestiquer la Convention-cadre de l'OMS"
  - "Chez les filles de 13 à 15 ans, 10% fument. Un quart des garçons fument. Si un quart des jeunes garçons de moins de 15 ans fument, le fléau du tabagisme gagne du terrain au Sénégal"
  - "#Dafa Jot!" (Il est temps) D'adopter une loi conforme à la CCLAT au Sénégal ;
  - "#Legui Nak?"(Et maintenant ?) Pour soutenir l'adoption de textes règlementaires et appeler à la pleine mise en œuvre de la loi.
- ***Examiner, analyser et faire évoluer en permanence et de manière cohérente la stratégie de la campagne pour relever les défis et obstacles critiques , notamment:***
  - L'industrie du tabac continue ses efforts constants pour retarder, intervenir, et saper le processus politique en menant des pressions sur les décideurs et en intensifiant leurs abusant ses actions à travers la responsabilité sociale des entreprises.
  - Le manque de volonté politique des décideurs de haut niveau.
  - La nécessité d'unifiée les voix, l'engagement et l' alignement entre les organisations disparates de la société civile.

2014: Avec un large soutien politique, le Sénégal a adopté l'une des lois antitabac la plus solide d' Afrique

En mars 2014, trois ans après que les acteurs ont commencé à s'aligner sur leur objectif, la loi sénégalaise sur la lutte contre le tabagisme a été adoptée par le Parlement et promulguée par le président Macky Sall. Malgré une concession faite à l'industrie hôtelière en accordant une

possibilité d'aménager des fumoirs dans certains lieux publics, la loi était la plus forte d'Afrique. Ainsi dans la même année, lors de la Journée mondiale sans tabac, British American Tobacco a publié un communiqué de presse appelant l'Organisation mondiale de la santé et les gouvernements à adopter des produits du tabac à faible risque pour une approche plus moderne de la lutte antitabac. Phillip Morris International (PMI) a également réduit le prix du Marlboro d'un tiers pour contourner l'augmentation fiscale récente et a fourni un montant de 200 000 dollars US de subvention dans la zone de culture des Niayes à Dakar a un groupement de 1000 femmes œuvrant dans des activités de maraichage (un projet agricole).



L'engagement du ministère des Finances dans la lutte antitabac

Entre 2014 et 2018, le Sénégal a augmenté sa taxe sur le tabac de 45% à 50% puis à 65% avec un soutien technique continu et des données issues de simulations fiscales de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale de la santé et du Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES). L'augmentation initiale des taxes a été absorbée par l'industrie du tabac et n'a eu aucune incidence sur les prix. La taxe de 65% sur les produits du tabac était le taux de taxe autorisé le plus élevé en vertu de la directive de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et a permis l'augmentation du prix des paquets de Marlboro de 1,50 $ à 2,00 $. Le Sénégal a le taux de taxation sur le tabac le plus élevé de l'UEMOA et a fait des efforts en vue d'atteindre le taux de taxe recommandé par la CCLAT qui est de 70% par paquet. Mais cet effort est en parti ralenti par la directive de l'UEMOA. Le ministère des Finances travaille actuellement avec l'OMS à mettre en place une taxe progressive sur le tabac, prévue pour 2020.

UN FORT SOUTIEN MULTISECTORIEL EST ESSENTIEL

Après que la loi antitabac ait été adoptée, des pressions constantes exercées par les chefs religieux, par des acteurs influents la société civile, et le public en général, le président Macky Sall a demandé au Ministre de la sante Awa Coll-Seck d'accélérer sa mise en œuvre avec l'adoption d'un super-décret. Le choix du super-décret s'explique par le souci d'accélérer le processus de mise en œuvre de la loi, là où l'adoption de décrets parcellaires aurait ralentit le processus d'implémentation. En 2015, le ministère de la Santé a élaboré les cinq décrets d'application formant le super décret. Cette même année, en reconnaissant qu'un mécanisme de coordination était impératif à la CCLAT et utile pour institutionnaliser la lutte antitabac au sein du gouvernement (pas uniquement au sein du ministère de la Santé), le Ministre Awa Coll - Seck a pris deux arrêtés ministériels créant respectivement le Programme national de lutte contre le tabagisme (PNLT) et le comité national de lutte contre le tabac (CNLT). Le ministre Awa Coll- Seck a cible tous les ministères concernés par la lutte antitabac à prendre part aux réunions du CNLT, obligeant ainsi leur participation au sein de cette entité. En dépit de ces progrès significatifs, l'adoption des textes réglementaires s d'application, et l'opérationnalisation du PNLT et du CNLT ont été entravés par un manque de financement et un déficit de personnel (seulement un des cinq rôles essentiels à savoir

le poste de coordonnateur du programme, a été rempli jusqu'à la mi-2016). Plus tard dans l'année, le ministre de la Santé Coll-Seck a demandé un financement direct pour soutenir la mise en œuvre de la loi sénégalaise.

Pour soutenir le progrès important de la lutte contre le tabagisme au Sénégal et répondre au leadership et la forte volonté politique du président Macky Sall et du ministre de la sante Awa Coll-Seck, la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) a investi dans le Programme National de Lutte contre le Tabac en 2016.

2016-2019: Le PNLT a assuré l'élan de la lutte antitabac, institutionnalisé la lutte contre le tabagisme au sein du gouvernement et montré des progrès

Avec le financement supplémentaire, le ministère de la Santé et le PNLT ont pu mettre des ressources supplémentaires pour l'application de la loi, ont pu embaucher le personnel nécessaire et renforcer leurs capacités en vue de développer, mettre en œuvre et surveiller la lutte antitabac au Sénégal. Le PNLT et le CNLT ont développé des directives, clarifiées les rôles et les responsabilités, adopte un plan d'action prioritaire (y compris la mise en place de sous comite). Ils ont identifié les mécanismes de financement pour soutenir le programme de lutte contre le tabagisme et ont développé un plan stratégique quinquennal.

Le PNLT a également soutenu le CNLT, les réunions de coordination avec les autres ministères, le Parlement, les chefs religieux, les chercheurs, les médias, la société civile et les étudiants, dans le cadre de sa mission de coordination et de formulation de recommandations utiles à la lutte antitabac. L'importance des formations annuelles délivrées par le PNLT avec le soutien de la société civile aux autres ministères sur la Convention – cadre de l'OMS, la loi antitabac du Sénégal, le cadre réglementaire, ainsi que les rôles et responsabilités ont permis à ces derniers de voir la pertinence et l'importance de la lutte antitabac sur leur travail et sur les priorités de développement du Sénégal. Les agents des différents ministères ont également trouvé de plus en plus utile de comprendre ce que faisaient leurs homologues. Ce mécanisme a fortifié les relations et l'alignement entre les principales parties prenantes, notamment au niveau national, et a permis d'assurer un front uni dans la lutte contre l'industrie du tabac qui continue d'interférer dans les politiques de santé.

En conséquence, le PNLT avec l'approbation du CNLT a réussi à démontrer des progrès, ce:

- En adoptant, et en mettant en œuvre des mesures réglementaires relatives à la lutte antitabac. En un moment stratégique sans précédent, l'arrêté portant sur les "avertissements sanitaires " a été signé par le ministre sans en avertir l'industrie du tabac. Imperial Tobacco a tenté de retarder la mise en œuvre dudit arrêté en engageant un groupe de défense des droits de l'homme pour dénoncer les images apposées sur les paquets de cigarettes qu'il juge comme une "atteinte à la dignité humaine et une violation des droits de propriété".
- En Générant des preuves pour appuyer l'adoption de nouvelles mesures en matière de politique antitabac, notamment l'élaboration d'un rapport sur le commerce illicite des cigarettes qui a abouti à la ratification du protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac par le parlement

- En veillant au respect de la loi antitabac par plusieurs - équipes multisectorielles.
- En menant des analyses des produits du tabac en collaboration avec le ministère du Commerce. Ces analyses a permis de savoir les produits du tabac vendus au Sénégal avaient des niveaux plus élevés de produits toxiques.
- En 2016, le Parlement a ratifié le protocole visant à éliminer le commerce illicite des produits du tabac, après une étude menée par le Centre d'étude des politiques pour le développement (CEPOD) du Ministère des Finances “Étude sur l'analyse de la situation du commerce illicite du tabac."

La Société Civile a maintenu la pression dans les années qui ont suivi le passage de la loi

Même après le vote de la loi, la société civile a maintenu la pression sur le gouvernement pour informer le public et appeler au respect de la loi en employant un certain nombre de tactiques, y compris les formations et le soutien continu aux décideurs. Ainsi la Société Civile a initié et poursuivi plusieurs campagnes dont “No Smoke Revolution”, '”Projet de Vulgarisation de la loi anti-tabac du Sénégal (PROVALAT)”, et la “campagne de bonbons fictifs dénommée Nicoteen” permettant de mettre la lutte antitabac au devant de l’actualité. Cette dernière campagne a commercialisé un faux produit de nicotine avec un attrait clair pour les jeunes. Ce qui a permis de choquer le public, en particulier quand ils ont découvert que le produit n'était pas réel. Elle a aussi permis de sensibiliser aux parents sur le fait que les enfants et les jeunes restent les cibles privilégiés de l’industrie du tabac. . Enfin elle a permis au le public d’appeler à la mise en œuvre de la loi sénégalaise de lutte antitabac. Deux semaines après son lancement, le super-décret fut adopté.



2020: STATUTS DE LA LUTTE ANTITABAC AU SÉNÉGAL

Le budget opérationnel du PNLT est passé de 50 millions à 25 millions de francs CFA (environs 44 000 dollars US) compte tenu des restrictions budgétaires généralisées. Ce qui a comme conséquence, de ralentir la majorité des activités du PNLT. Les organisations de la société civile, y compris LISTAB, Prevenir et Campaign for Tobacco Free Kids (CTFK), continuent à soutenir les activités de lutte contre le tabagisme et fournissant un soutien crucial au gouvernement et à l'application de la loi qui devrait continuer à croître. À l’heure actuelle le Ministère de la sante à travers le PNLT travaille sur sur un décret sur les débits de tabac avec une licence à obtenir pour tout vendeur de produit du tabac. Il s’attèle aussi à renforcer la loi actuelle pour permettre d’avoir des espaces publics 100% sans fumée. Il vise aussi à soutenir le programme de lutte contre le tabagisme par le biais d'une augmentation de 2% de la taxe sur le tabac. Le maintien des capacités des parties prenantes à plaider sera essentiel pour le maintien de la lutte contre le tabagisme au Sénégal, en plus de faire face aux défis actuels, y compris:

- La loi de Sénégal n'est pas encore à 100% conforme par rapport aux directives de l'OMS sur les espaces non-fumeurs.
- La majorité des activités se sont concentrées à Dakar; d'où la nécessité de décentraliser la mise en œuvre de la loi à travers tout le Sénégal.
- Le déficit de financement et le financement à court terme impactent négativement les programmes et les activités de lutte antitabac.
- L'industrie du tabac reste présente et continue d'interférer dans la formulation des politiques de sante.

Les organisations qui ont investit dans la lutte antitabac comprennent, la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique, de l'American Cancer Society, la Fondation Bill & Melinda Gates, Bloomberg Philanthropies, Campagne pour une enfance sans tabac, Le Centre de recherches pour le développement international, La Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé.